

3.4. Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1	L'instabilité politique augmente et les capacités institutionnelles sont réduites, l'insécurité dans les zones ciblées est en augmentation	Moyenne	Haute	Les modalités de mise en œuvre sont définies de façon à permettre une adaptation à l'évolution des conditions sécuritaires locales (flexibilité dans le soutien aux éco-gardes/lutte anti-braconnage par exemple). Un effort significatif de renforcement des capacités des différents acteurs (ICCN, gestionnaires des aires protégées) est prévu, notamment à travers l'assistante technique du programme.
1.	La volonté politique de poursuivre la mise en œuvre des réformes (dans le domaine forestier par exemple), d'améliorer la gouvernance sectorielle et la gestion durable des ressources naturelles (forestières et biodiversité) est remise en question	Moyenne	Moyenne	L'action intégrera des formules d'appuis institutionnels et d'implication active des partenaires dans les structures de gouvernance avec un dialogue politique renforcé.
1.	Changement de politique du gouvernement en matière d'énergie renouvelable. Faiblesse du régulateur qui limiterait un secteur suffisamment concurrentiel	Faible à moyenne	Moyenne	<p>Le gouvernement a pris la pleine mesure de la nécessité de libéraliser le secteur de l'électricité, de le réguler et de le dynamiser. Le PNE 2020-2040 (Plan National d'Electrification) et le PIP 2020-2024 (Plan d'Investissements Prioritaires) seront adoptés en Mai 2021 et constitueront le socle de développement du secteur sur le long terme.</p> <p>Le gouvernement a démontré son volontarisme et sa capacité à agir. Les acteurs publics du secteur (agences de régulation) font aujourd'hui l'objet de programmes de renforcement des capacités. Leur pleine opérationnalisation est appuyée par l'UE à travers la mobilisation de la facilité d'assistance technique. Cet appui sera poursuivi par la Facilité d'Assistance Technique du PIP 2021-2027.</p>
1.	Faible attractivité du secteur pour l'investissement privé	Moyenne	Moyenne	Malgré la facilité supplémentaire de financement apporté par la présente action, le secteur de l'électricité reste faiblement attractif pour les investisseurs privés. Le dialogue politique et l'appui aux finances publiques, fournies par l'action « Ensemble pour la prospérité » et